

ARCSER

IDRC-220f



QUÊTE D'AVENIRS

Rapport d'activité du CRDI en 1983

554 34

© Centre de recherches pour le développement international 1984
Adresse postale : B.P. 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9
Siège : 60, rue Queen, Ottawa

CRDI, Ottawa CA

IDRC-220f

Quête d'avenirs : rapport d'activité du CRDI en 1983. Ottawa, Ont.
CRDI, 1984. 40 p. : ill.

/CRDI/, /cadre institutionnel/, /programmes de recherche/ —
/projets de recherche/, /recherche agricole/, /recherche
nutritionnelle/, /sciences de l'information/, /sciences sociales/,
/santé/, /énergie/, /bourses de recherche/, /rapport annuel/, /liste des
publications/.

CDU : 061.1(71) : 341.232

ISBN : 0-88936-402-8

Édition microfiche sur demande

This publication is also available in English.

La edición española de esta publicación también se encuentra disponible.

QUÊTE D'AVENIRS

Rapport d'activité du CRDI en 1983

Table des matières



Introduction 3

Présentation générale 5

- Le développement et l'interdépendance 5
- Le milieu de la recherche 7
- La réponse du CRDI 8

L'Afrique 10

- La situation actuelle 11
- Le milieu de la recherche 12
- Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord 12
- Bureau régional pour l'Afrique centrale et occidentale 14
- Bureau régional pour l'Afrique orientale et australe 17

L'Asie 20

- La situation actuelle 21
- Le milieu de la recherche 22
- Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est et de l'Est 22
- Le nouveau bureau régional du CRDI pour l'Asie du Sud 25

L'Amérique latine et les Antilles 26

- La situation actuelle 27
- Le milieu de la recherche 28
- Bureau régional pour l'Amérique latine et les Antilles 28

Le Canada et le Tiers-Monde 32

- La Division des programmes de coopération 33
- La Division des bourses 34
- Les colloques d'information tenus au Canada 36
- La recherche en énergie 36
- Le Bureau de planification et d'évaluation 37
- Le secteur des ressources 37

Publications et films 38

- Volumes 38
- Revue et bulletin d'information 39
- Films 39

Conseil des gouverneurs, cadres supérieurs, directeurs régionaux du CRDI 40



AWATTO



INTRODUCTION

La loi du Parlement du Canada instituant le CRDI en 1970 stipule qu' « Est créée par les présentes une corporation appelée le Centre de recherches pour le développement international qui consiste en un conseil de gouverneurs . . . ». Cette loi précise aussi que les gouverneurs « doivent avoir de l'expérience dans le domaine du développement international ou de l'expérience ou une formation dans celui des sciences naturelles, des sciences sociales ou de la technologie » . Elle prévoit aussi que la composition du Conseil des gouverneurs sera internationale.



Le Conseil des gouverneurs lors de sa réunion en octobre 1983 à Ottawa.

Il est donc tout à fait juste de dire que le Conseil des gouverneurs, c'est le Centre. Ce Conseil se compose de personnalités de onze pays, dont six de régions en développement. Les gouverneurs se réunissent deux fois l'an pour suivre les travaux du Centre, étudier de nouveaux projets de recherche et partager leur perception des besoins des pays en développement et des moyens qu'à leur avis le Centre doit mettre en oeuvre pour répondre à ces besoins. Ces personnes, dont les noms figurent à la fin de ce rapport, traduisent aussi bien que se peut, lors de leurs réunions, la réalité du monde dans lequel oeuvre le Centre. Elles tiennent des propos non pas de théoriciens, mais de praticiens ; elles ne parlent pas en simples conseillers, elles sont les décideurs du Centre. La direction écoute donc attentivement les opinions des gouverneurs, car elle sait qu'ils sont de bon conseil pour le Centre.

Lors de leur réunion à Ottawa à la fin de 1983, les gouverneurs ont exprimé les profondes inquiétudes que leur inspire la situation des pays en développement. La grande majorité de la population de l'Afrique subsaharienne vit dans des conditions si pénibles qu'un gouverneur a suggéré que l'on étudie la possibilité de subventionner des recherches sur les techniques de survie. À son avis, la situation de ces millions de personnes est si désespérée que l'on ne peut compter sur les moyens usuels de développement pour prévenir de grandes famines, voire de grandes épidémies de maladies infectieuses.

Un autre gouverneur a souligné l'importance pour le Centre de continuer à croire que le développement est beaucoup plus qu'une simple question économique. C'est la dimension sociale du développement qui doit primer sur les autres. « S'il en est ainsi, de dire un autre gouverneur, il faut alors nous demander si nous sommes suffisamment au fait des fonctions et de l'efficacité des institutions politiques et juridiques des différents pays. »

« Dans beaucoup de pays en développement, la recherche se fait dans le climat le plus hostile qu'il ne m'a jamais été donné de voir, d'ajouter un autre gouverneur. Les gouvernements, particulièrement en Afrique, subissent des pressions si intenses et se succèdent si rapidement qu'ils ne voient pas d'un très bon oeil les recherches de longue haleine. Ils veulent des résultats immédiats. »

« Raison de plus, de dire un collègue, pour encourager les chercheurs à envisager dès le début de leurs travaux les applications possibles. Il faut inciter les scientifiques à étudier les problèmes locaux : leur laboratoire, c'est la société dans laquelle ils vivent. »

Le Conseil des gouverneurs a approuvé 61 projets lors de sa réunion de trois jours et a été saisi des rapports sur 130 autres projets, plus modestes, déjà approuvés au cours des trois mois précédents. Si l'on en juge d'après les projets examinés par les gouverneurs et les renseignements qui leur ont été fournis au cours des débats qui ont suivi, l'orientation fondamentale du CRDI est toujours aussi sage à leurs yeux : il s'agit de miser d'abord sur les ressources humaines, c'est-à-dire d'améliorer les compétences scientifiques indigènes des pays en développement. Un gouverneur originaire du Tiers-Monde a déclaré que, si le CRDI joue un rôle important, c'est parce qu'il met la personne au coeur de ses préoccupations.

*Le président du CRDI,
Ivan L. Head*

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Le développement et l'interdépendance

La grave récession qui a frappé le monde entier dans les années 80 a révélé un fait inéluctable : les pays dépendent plus que jamais les uns des autres. Cette interdépendance croissante, d'après le *World Development Report 1983*, tient au volume massif du commerce international et des échanges de capitaux entre les pays.

Les pays en développement demeurent particulièrement vulnérables aux fluctuations économiques du monde industrialisé. En 1950, les pays en développement se partageaient 36 p. 100 des exportations ; en 1980, ce pourcentage était tombé à 21 p. 100. Une autre tendance économique alarmante est la dette extérieure des pays en développement : de 1972 à 1982, cette dette est passée de 91 à 529 milliards de dollars US.

Les pays à revenu moyen, que l'on retrouve surtout en Asie orientale, ont réussi en partie à maintenir leur équilibre économique en évitant les emprunts massifs et les intérêts accablants qui en découlent.

Beaucoup d'États d'Amérique latine, cependant, n'ont pas eu autant de succès et ont dû dévaluer substantiellement leur monnaie nationale afin de prévenir un manque de liquidité. La situation est tellement grave que certains pays latino-américains parlent maintenant ouvertement de déclarer un moratoire sur le paiement de leur dette.

En Afrique, les pays à faible revenu, qui dépendent surtout de l'exportation de produits de base, ont souffert davantage de l'agitation

économique générale. Leur revenu par habitant a continué de fléchir. On croit même que, vers la fin de la présente décennie, il sera plus bas qu'en 1960.



La coopération et non pas le protectionnisme empêchera la récession générale de causer encore plus de dommages.

Un récent rapport de la Banque mondiale note que les effets combinés d'une sécheresse chronique et générale dans la région subsaharienne du Sahel et le lourd tribut du service de la dette constituent presque un cauchemar. Le secteur agricole africain, notamment, est une source de profonde inquiétude. L'analyse des données par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) révèle qu'au cours des dix dernières années les cultures africaines n'ont connu aucune hausse de production à l'hectare, contrairement aux deux autres grandes régions en développement, ni aucune augmentation globale de la superficie consacrée aux cultures alimentaires.

Comme le signale le *World Development Report 1983*, « la crise des dernières années a mis en lumière les liens qui unissent l'économie des pays industrialisés et celle des pays en développement ». Ce n'est qu'en accentuant la coopération

internationale qu'on empêchera la récession générale de causer plus de dommages, et non en recourant au protectionnisme, qu'il soit de nature économique ou autre.

Dans le contexte de la récession globale, qui ne fait que commencer à se résorber, on doit envisager le développement dans une perspective à long terme. Il faut donc définir des politiques qui donneront lieu à des changements fondamentaux dans l'avenir, tout en étant pratiques et viables dans l'immédiat.



Bientôt un cauchemar, le Sahel.

Le milieu de la recherche

La récession économique a eu un effet marqué sur le milieu de la recherche dans les pays en développement. Dans nombre d'États, les budgets ont été coupés ou gelés.

En plusieurs régions d'Afrique occidentale, le taux d'inflation élevé et la chute de la production ont réduit de nombreux chercheurs à se préoccuper principalement de leur propre survie. Les infrastructures naissantes dans les domaines de l'éducation, de la recherche et des communications sont donc sur le point de s'effondrer. Une telle détérioration de la situation sociale, économique et politique risque d'annihiler les précieuses réalisations des deux dernières décennies aux plans de l'agriculture, de l'alphabétisation et de la santé.

Dans tel pays africain, par exemple, les fonds prévus pour atteindre des sites de projets de recherche parrainés par l'État ont été bloqués, anéantissant d'un seul coup le travail d'une année. L'effondrement de la Communauté de l'Afrique orientale (CAO), au début des années 70, a entraîné la disparition de nombreuses revues scientifiques régionales et empêché la production de comptes rendus d'importants colloques et conférences.

En d'autres parties du monde, les conditions économiques et politiques ont des répercussions graves et parfois désespérées, qui vont de la suspicion ou de la désapprobation générale de l'État à l'égard de la recherche scientifique, en particulier dans les sciences sociales, à la répression et à la persécution des chercheurs.

De plus, les fonds de recherche donnés par la collectivité mondiale

aux pays en développement ont été réduits à cause de la récession économique. Les efforts de recherche des institutions les plus fragiles ont donc diminué ; les équipes ont été dispersées et démobilisées.

Au milieu de ce sombre tableau, il y a néanmoins une lueur d'espoir. Dans certaines parties du monde, particulièrement en Asie, les collectivités et les institutions vouées à la recherche ont accompli des progrès importants. Certains pays ont créé des organismes nationaux de coordination de la recherche qui pourront un jour donner une orientation plus productive aux ressources consacrées à la recherche. Parfois, les crédits affectés à la recherche scientifique ont été sensiblement haussés : l'Inde a ainsi augmenté son investissement annuel de 576 à 888 millions de dollars US en 1982.

La réponse du CRDI

Depuis sa création, le Centre oeuvre essentiellement dans quatre grands domaines de recherche : les sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition (SAAN), les sciences de la santé, les sciences sociales, et les sciences de l'information.

En 1983, la Division des SAAN n'a apporté aucun changement important à son programme. Elle compte, cependant, consacrer plus d'efforts à faire connaître certaines techniques agricoles mises au point au cours des dernières années. Parallèlement, elle entend s'orienter davantage vers les initiatives mettant en valeur les cultures intégrées et les méthodes de

post-production. La division souhaite également lancer plus de projets en foresterie communautaire, par exemple, en encourageant l'utilisation des arbres pour la production d'aliments, de combustible, de fourrage et d'engrais.

C'est la Division des sciences de la santé qui, en 1983, a apporté les plus grands changements en créant un programme d'hygiène maternelle et infantile auquel elle consacre entre 30 et 35 p. 100 de son budget. Ce nouveau programme englobe certains éléments d'anciens programmes sur les méthodes de contrôle de la fécondité et les soins de santé en milieu rural.

La stratégie à long terme de la division prévoit l'élaboration de profils de santé régionaux. Ceux-ci inclueront les indicateurs clés des besoins et des priorités tels que les capacités de recherche des établissements, la disponibilité de ressources humaines compétentes et l'état de santé général des populations. Plus précisément, la



Les politiques doivent préparer l'avenir, tout en étant pratiques et viables dans l'immédiat.

division s'intéressera en premier lieu au renforcement de la capacité de recherche locale de même qu'à certaines maladies.

Au cours de 1983, la Division des sciences sociales a continué d'aider par tous les moyens les milieux de recherche qui sont dans une situation précaire ou de fondation récente ; de soutenir les ateliers, les tournées d'étude, les séances de formation collective et individuelle et les consultations ; et de financer la recherche à court terme pour asseoir des structures viables.

Pour sa part, la Division des sciences de l'information a continué, en 1983, d'appuyer les systèmes d'information internationaux qui permettent à de nombreux pays de partager les informations recueillies par les uns et les autres. Les projets de ce genre sont importants puisqu'ils ont un caractère de permanence. C'est ainsi que la division finance l'établissement de véritables programmes d'aide à la recherche et au développement en assurant un accès continu aux résultats des projets au-delà de leur date d'achèvement.

La division a aussi augmenté son aide au développement de méthodes et d'outils de travail utiles au bon fonctionnement de systèmes d'information coopératifs. Par exemple, on évalue la transmission de données par télécommunication.

En 1983, le programme des bourses est devenu une division au même titre que les autres, ce qui illustre encore l'importance accordée par le Centre à la formation en recherche appliquée au développement.

La Division des programmes de coopération, créée en 1980 afin de financer les projets qui encouragent la collaboration directe entre les établissements de recherche des pays en développement et leurs homologues canadiens, a mis sur pied un programme des sciences de la terre. Une

part importante du budget de la division est réservée à l'exploration de nouveaux secteurs de recherche. Ainsi, des propositions ont été reçues de secteurs aussi divers que l'électronique et le génie génétique.

Le présent rapport donne un bref aperçu de la situation actuelle et des priorités de recherche et de développement fixées pour chacune des principales régions du Tiers-Monde. Il met en lumière quelques initiatives prises en 1983 par le Centre face à ces priorités et décrit les efforts qu'il a déployés au Canada afin de stimuler la réflexion sur les problèmes de développement.

L'AFRIQUE



D'une superficie de 30,4 millions de kilomètres carrés, l'Afrique est le plus grand continent après l'Asie. Ses deux caractéristiques géographiques les plus spectaculaires sont la Grande Fosse orientale et le désert du Sahara. La fracture que constitue la Grande Fosse est l'une des plus grandes du genre au monde : depuis la mer Rouge au nord, elle traverse les hautes terres d'Éthiopie, puis l'Afrique orientale où elle bifurque avant de réapparaître dans le sud de l'Afrique.

Le Sahara fait partie d'un immense désert qui s'étend sur quelque 4 800 kilomètres à travers le nord de l'Afrique. Cette véritable mer de sable en perpétuel mouvement, dont la présence marque fatalement la réalité géopolitique africaine, résulte de courants d'air descendants dans les zones subtropicales, courants qui empêchent la formation de nuages de pluie et constituent un trait dominant de la circulation générale de l'air autour du globe.

Le Sahara, au nord, et le désert du Kalahari, au sud-ouest, couvrent près de 28 p. 100 du continent africain. Un autre 20 p. 100 est constitué de sols trop pauvres pour alimenter une végétation substantielle. Les sols ferralitiques, dépourvus par lessivage des éléments nutritifs essentiels à la plupart des cultures alimentaires, sont presque aussi courants.

Il n'est donc pas étonnant que, même si les trois quarts de la population africaine vivent dans les régions rurales, la production agricole demeure chroniquement basse et constitue un des problèmes les plus sérieux du continent.

Les sols africains sont toutefois riches en cuivre, en chrome et en or.

Ils contiennent aussi d'importants gisements de minéraux utilisés en agriculture, tels que le phosphate et la potasse. Ils renferment en abondance les matières premières essentielles à la production du béton et d'autres matériaux de construction tels que le gypse, l'amiante et la vermiculite. Mais la répartition de ces ressources entre les divers pays est inégale, les uns jouissant d'une grande abondance, les autres souffrant d'une rareté extrême.

La situation actuelle

La récession mondiale a porté un dur coup aux fragiles économies de nombreux États africains. Aux prises avec de terribles réalités écologiques, des ressources mal développées, l'insuffisance parfois dramatique de la production agricole et d'épuisants conflits sociaux et politiques, ces pays sont accablés par le lourd fardeau du service de leur dette.

Ce sont les pays à faible revenu et importateurs de pétrole qui ont été le plus durement atteints. Dans les États de l'Afrique orientale et australe, une part de plus en plus grande des précieux revenus en monnaie étrangère est consacrée à l'importation du pétrole et de ses dérivés. Et même si le prix a récemment chuté, ces pays paient en fait toujours plus cher en raison de la dévaluation, parfois substantielle, de leur monnaie.

Dans certains pays exportateurs de pétrole, l'économie est également loin de bien se porter. En comptant sur le maintien à la hausse des revenus tirés du pétrole, ils ont investi d'importantes sommes dans leur infrastructure sociale et physique, soutenant leurs investissements par des emprunts importants à l'étranger.

L'agriculture est aussi en difficulté. Les vicissitudes du climat, dont la sécheresse impitoyable et dévastatrice qui a frappé l'Afrique australe, ont transformé le Zimbabwe et de nombreux autres pays exportateurs en importateurs de denrées. En d'autres régions, le Sahel notamment, les terres

arables continuent de se transformer en sols désertiques à cause des coupes d'arbres, utilisés comme combustible, et de la sécheresse périodique.

Bien que l'Afrique ne soit pas surpeuplée, elle connaît le plus fort accroissement de population au monde. La plupart des pays n'ont simplement pas réussi à assortir production alimentaire et accroissement démographique, et la demande de services et d'emplois, surtout dans les secteurs urbains, ne présage rien de bon pour les prochaines années.

Le milieu de la recherche

La récession mondiale impose au milieu de la recherche le plus grand défi jamais relevé. Le développement comme solution de survie devient crucial dans les circonstances actuelles.

La production agricole est sans conteste le secteur de recherche à privilégier en Afrique, si l'on songe aux ravages implacables de la désertification, aux récoltes perdues parce que mal traitées avant d'être stockées, et à la difficulté de déterminer un niveau de mécanisation agricole approprié.

Il faut planter des brise-vent, reboiser et augmenter substantiellement le rendement des légumineuses qui constituent la source la moins coûteuse et la plus usuelle de protéines dans une grande partie du continent.

Au cours de la dernière décennie, l'Afrique du Nord a connu une migration de sa population active — des secteurs ruraux vers les villes et d'un pays à l'autre — jamais vue depuis le VIII^e siècle et l'expansion de l'Islam. Dans une étude récemment menée sur les priorités de recherche en sciences sociales dans la région, la migration a été définie comme un problème majeur surtout pour les pays d'accueil.

La faiblesse des technologies de communication et d'information nuit à la diffusion des connaissances

scientifiques et à l'avancement de la recherche, spécialement de la recherche appliquée.

Les chercheurs dans le domaine de la santé sont très préoccupés par l'incidence toujours élevée de maladies parasitaires graves comme la schistosomiase et la diarrhée aiguë. L'industrialisation a apporté une autre source de préoccupation, les maladies professionnelles, qui sont liées à l'utilisation de produits chimiques toxiques ou de machines.

Seule une population active mieux formée pourra relever le défi africain et amener le continent à se tailler une place dans un monde de plus en plus tourné vers la haute technologie. La proportion élevée d'analphabètes et la nécessité d'adapter l'enseignement aux priorités africaines du développement sont les deux problèmes majeurs qui retiennent l'attention des spécialistes en éducation.

Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

Le bureau régional du CRDI situé au Caire, la capitale égyptienne, dessert 22 pays, soit une population totale de 240 millions d'habitants répartis sur deux continents — une superficie de 14 millions de kilomètres carrés qui s'étend de l'Iran, à l'est, jusqu'au Maroc, à l'ouest.

Territoire

Algérie	Libye
Arabie saoudite	Malte
Bahreïn	Maroc
Chypre	Oman
Égypte	Qatar
Émirats arabes unis	Soudan
Iran	Syrie
Iraq	Tunisie
Jordanie	Turquie
Koweït	Yémen
Liban	Yémen démocratique

Depuis 1970, le CRDI a financé plus de 119 projets dans la région, totalisant plus de 21 millions de dollars. La Division des SAAN a poursuivi, en 1983, son programme de foresterie afin de contenir la désertification. Pour ce, elle a financé la recherche sur la plantation de brise-

En 1983, la Division des SAAN a continué de soutenir les centres internationaux de recherche agricole. Une aide importante permettra au Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA), en Syrie, d'effectuer des croisements et des sélections



Une tâche démesurée, celle de reboiser les terres arables pour contrer la désertification.

vent et le reboisement en Afrique du Nord et au Sahel. Le ministère de l'Agriculture de l'Égypte, tente, avec des scientifiques du Centre international de la pomme de terre (CIP), au Pérou, d'adapter les semences améliorées de ce tubercule aux conditions agricoles du delta du Nil. Au Soudan, pays aux possibilités agricoles immenses, la division a continué, en 1983, à soutenir les scientifiques dans l'établissement d'un programme complet de recherche sur les légumineuses, notamment les féveroles, les lentilles et les haricots. La deuxième phase de ce projet à long terme est axée principalement sur les essais dans les fermes.

génétiques en vue de mettre au point des variétés de légumineuses plus résistantes.

Les avantages de l'allaitement au sein, tant pour la mère que pour l'enfant, sont bien connus. En s'appuyant sur des recherches antérieures du CRDI, la Division des sciences de la santé aidera des scientifiques égyptiens à préciser le schéma de l'ovulation pendant et après l'aménorrhée (ou interruption des menstruations qui suit l'accouchement) chez les femmes qui allaitent.

Dans de nombreux pays en développement, les soins de santé

offerts à la mère laissent beaucoup à désirer. La Division des sciences de la santé permet aux chercheurs d'entreprendre, d'une part, l'étude des problèmes que pose la prestation de services d'hygiène maternelle dans les régions rurales du Soudan et, d'autre part, de mettre à l'essai et d'évaluer une méthode destinée à les améliorer.

Les recherches menées dans les pays en développement manquent parfois de coordination et de documentation. La Division des sciences de l'information du CRDI aidera financièrement le Centre de documentation et d'information d'Égypte à recueillir, consigner et diffuser des données sur les projets courants de recherche agricole, en collaboration avec le Système d'information sur les recherches agronomiques en cours (CARIS) de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Les palmiers dattiers, cultivés originellement au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, sont parmi les cultures les plus anciennes au monde. Le coût élevé de l'établissement d'une nouvelle plantation et le faible prix de vente des dattes expliquent que peu de nouvelles plantations viennent remplacer les anciennes. En 1983, la Division des sciences de l'information a fourni des fonds au Centre de recherche sur les palmiers et les dattiers, en Irak, pour établir un système d'information destiné aux chercheurs et aux vulgarisateurs qui essaient d'aider les petits agriculteurs des secteurs défavorisés de la région.

En Turquie, nombre d'institutions privées, d'organisations gouvernementales et d'universités mènent des recherches sur les énergies nouvelles et renouvelables. Cependant, leurs travaux sont peu connus : chaque organisme travaille isolément et est coupé du secteur industriel. Un projet financé par la Division des sciences sociales permettra aux chercheurs de produire et de

diffuser un répertoire sélectif des activités de recherche et des publications sur les énergies en Turquie.

En Égypte, l'absence d'une stratégie de développement régional cohérente a entraîné la concentration de nouvelles industries au Caire et à Alexandrie. Avec l'aide de la Division des sciences de l'information du Centre, l'Institut de planification nationale préparera une série de cartes industrielles qui aideront à évaluer les répercussions des différentes stratégies de développement.

Bureau régional pour l'Afrique centrale et occidentale

Le bureau, situé à Dakar, la capitale du Sénégal, dessert 24 pays dont la population atteint 200 millions d'habitants. Les problèmes les plus aigus de cette région sont d'ordre agricole et socio-économique. Depuis 1970, le CRDI a financé plus de 186 projets dans la région, pour un montant total d'environ 27 millions de dollars.

La Division des sciences sociales a été la plus active en ce qui a trait au nombre de projets, même si la Division des SAAN reste la plus importante quant à la masse monétaire dépensée. Dans le domaine des

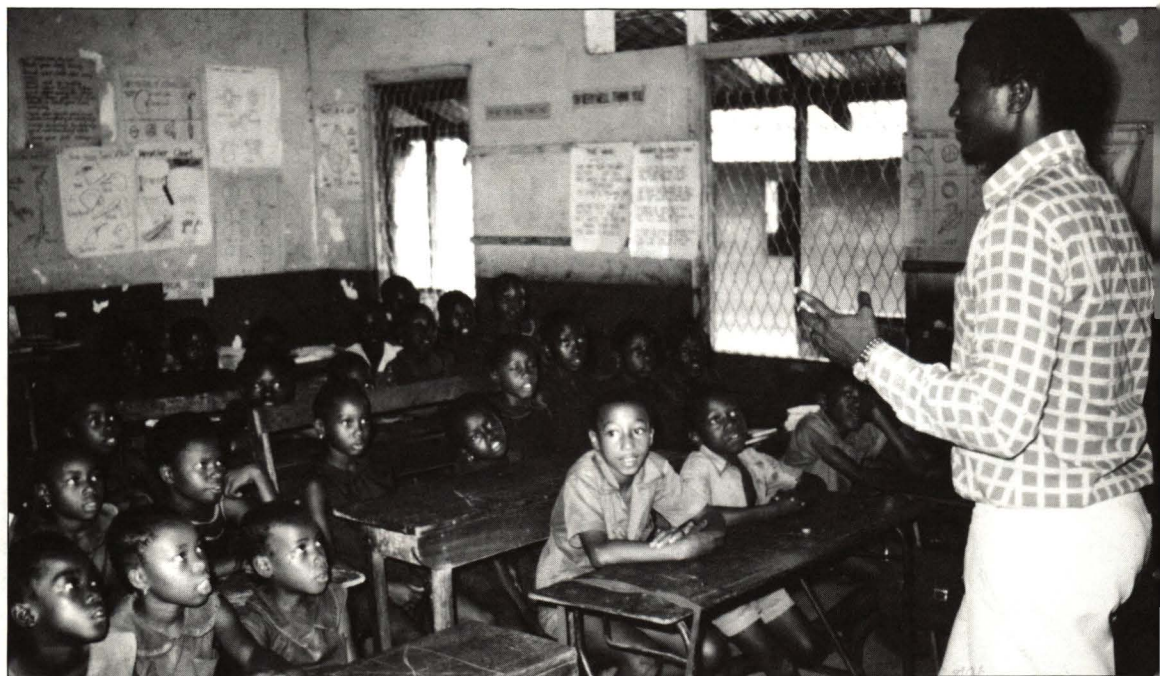
Territoire

Angola	Haute-Volta
Bénin	Libéria
Cameroun	Mali
Cap-Vert	Mauritanie
Congo	Niger
Côte d'Ivoire	Nigéria
Gabon	République
Gambie	centrafricaine
Ghana	Sénégal
Guinée	Sierra Leone
Guinée-Bissau	Tchad
Guinée	Togo
équatoriale	Zaïre

sciences sociales, trois champs d'activité attirent l'attention : les conséquences de la migration à grande échelle des régions rurales vers les zones urbaines, la recherche sur la viabilité économique de la modernisation des petites exploitations agricoles et les modèles

un problème important en Afrique francophone. Un autre projet de la Division des sciences sociales va permettre de former annuellement quinze chercheurs spécialisés dans l'étude des programmes scolaires dans le contexte de l'Afrique occidentale.

Les entreprises nationalisées ont



L'éducation doit être adaptée aux besoins de chaque société.

d'éducation les mieux adaptés aux besoins en développement de chaque société.

Au Niger, une recherche appuyée par la Division des sciences sociales, en 1983, va revoir entièrement le rôle de l'irrigation au pays. Les besoins de main-d'oeuvre, les revenus et la productivité du sol feront l'objet d'études dans trois zones aux systèmes culturels différents, soit l'agriculture irriguée, l'agriculture pluviale et l'agriculture en plaine alluviale à proximité des rives du fleuve Niger.

La formation d'un personnel cadre pour effectuer des recherches en milieu scolaire est depuis longtemps

un rendement médiocre dans la plupart des pays africains. Le manque de capacités techniques locales serait responsable des faiblesses enregistrées. Au Ghana, la division appuie un projet qui cherche à préciser l'incidence des techniques locales sur le rendement des entreprises nationalisées, et évalue le degré de nationalisation des entreprises du pays.

En 1983, la Division des SAAN a poursuivi une recherche au Congo pour sélectionner les variétés de manioc les plus productives et les plus résistantes aux maladies, tenter de déterminer l'accueil qui leur sera fait par les fermiers et évaluer les

possibilités d'utilisation à des fins industrielles. Des recherches similaires sont en cours pour promouvoir des variétés de riz adaptées aux conditions particulières de l'Afrique occidentale.

En Haute-Volta, un premier projet des SAAN a permis d'identifier les meilleures méthodes de stockage du niébé pour réduire les pertes, estimées à 40 p. 100 de la production et causées par les insectes, les champignons et les rongeurs. La seconde phase de ce projet vise à concrétiser l'implantation de systèmes de stockage améliorés : démontrer aux fermiers les méthodes éprouvées lors de la première phase et vulgariser les techniques de construction.

Au Nigéria, la division a continué de soutenir la recherche sur l'érosion éolienne, essentielle à la protection des cultures au Sahel. Jusqu'à présent, la recherche a porté sur l'identification des meilleures espèces d'arbres, la mise au point de techniques de plantation efficaces et l'évaluation de

leur impact aux plans agronomique et économique. On tentera maintenant de comparer les effets et les bénéfices de ces boisements-écrans et ceux des brise-vent conventionnels.

La Division des sciences de l'information s'est donnée comme objectif l'amélioration de la diffusion des connaissances scientifiques en Afrique. Elle a en outre participé à l'établissement d'un centre de documentation à l'Organisme de recherche sur l'alimentation et la nutrition africaine (ORANA), à Dakar, au Sénégal.

La division a également soutenu, en 1983, un projet de collecte d'informations en vue de la mise en place d'une banque de données informatisées à l'Institut du Sahel, à Bamako, au Mali. Cette aide s'inscrit dans un effort pour rassembler et diffuser l'information scientifique et technique. Le Réseau sahélien d'information et de documentation scientifique et technique (RESADOC), un système d'information coopératif décentralisé mis sur pied par le Comité permanent interétats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), est directement impliqué dans ce dossier.

L'archipel du Cap-Vert, à la pointe ouest du Sénégal, n'est un État souverain que depuis 1975. Bien que de superficie réduite, ce pays est réputé pour son dynamisme et la bonne gestion de l'aide internationale. Malgré ses efforts, cependant, l'ancienne colonie portugaise est caractérisée par une extrême pauvreté, signe des lourdes contraintes imposées par sa situation. La Division des sciences de l'information a apporté une aide importante au gouvernement du Cap-Vert pour qu'il puisse avoir accès à la documentation scientifique internationale par le biais du Réseau panafricain de documentation et d'informatique (PADIS).

En Afrique occidentale, comme dans les autres régions du Tiers-Monde, les maladies tropicales telles



L'agriculture assurera l'avenir économique de l'Afrique.

que le paludisme, la schistosomiase et la leishmaniose constituent un obstacle majeur au développement. La Division des sciences de la santé a apporté son aide au programme spécial de recherche et de formation sur les maladies tropicales mis sur pied par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Ce programme vise à rassembler tous les spécialistes des diverses disciplines dans la lutte contre ces maladies.

Un des premiers objectifs de la Division des communications est la formation et le perfectionnement de journalistes scientifiques africains. En 1983, la division a aidé à mettre sur pied un cours de formation à Yaoundé, au Cameroun, destiné aux journalistes de plusieurs pays d'Afrique francophone. Elle a soutenu également l'Association internationale des journalistes scientifiques africains (AIJSA), dont le but principal est la diffusion de l'information scientifique et technique.

Bureau régional pour l'Afrique orientale et australe

Le bureau du CRDI à Nairobi, au Kenya, dessert 19 pays dont la population totale se chiffre à 135 millions d'habitants. Depuis 1970, le Centre a dépensé environ 24 millions de dollars pour financer 154 projets dans la région. Pour le milieu de la

recherche, il s'agit d'atteindre un niveau d'autonomie technologique qui permette de ne plus dépendre des politiques économiques adoptées à l'étranger. Voilà un défi de taille.

Au cours de 1983, le Centre — par l'entremise de ses divisions des Sciences de l'information et des Communications — a amorcé plusieurs activités visant spécifiquement à recueillir des informations sur le milieu de la recherche. Le Centre a soutenu des initiatives ayant pour but, d'une part, la publication et la diffusion des connaissances scientifiques et, d'autre part, le renforcement et l'amélioration de la qualité du matériel publié. Par exemple, une aide matérielle importante a été fournie à plusieurs revues de sciences sociales pour qu'elles puissent continuer à paraître. Un projet, amorcé à Nairobi en 1983, aide trois établissements de recherche à accroître leurs propres capacités de rédaction technique et à établir des programmes d'édition à long terme.

Les Sciences de l'information ont consenti une aide importante, en 1983, au Conseil international pour la recherche en agroforesterie (CIRAF) pour qu'il puisse continuer d'assurer un service de consultation scientifique et technique auprès des établissements de recherche.

De plus, la division aide le CIRAF à établir son propre service de documentation et d'information, et à améliorer le logiciel MULBUD de budgétisation périodique et d'évaluation économique du système de culture intercalaire des plantes vivaces, capable de réaliser des analyses économiques en agroforesterie.

En Éthiopie, le projet de production d'un atlas national, dont on a grandement besoin, ne progresse pas aussi rapidement que les projets semblables entrepris dans d'autres pays. Un projet financé par les Sciences de l'information permettra à l'Agence éthiopienne de cartographie

Territoire

Botswana	Mozambique
Burundi	Ouganda
Comores	Rwanda
Djibouti	Seychelles
Éthiopie	Somalie
Kenya	Swaziland
Lesotho	Tanzanie
Madagascar	Zambie
Malawi	Zimbabwe
Maurice	

de produire un atlas contenant 64 pages de cartes en couleur accompagnées de textes.

La Division des SAAN s'est beaucoup intéressée aux plantes-racines et aux graines oléagineuses. Elle s'est assurée que, dans le cadre des programmes d'amélioration des cultures, les scientifiques cherchent à

rurales de l'alimentation, commercialisation et distribution. L'objectif de la SADCC est d'harmoniser les économies de certains pays de l'Afrique australe : Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, Tanzanie et Zimbabwe.

Au Kenya, les méthodes



Un meilleur stockage réduira les pertes après la récolte.

comprendre les problèmes dans le contexte de la ferme et mettent à l'essai, avec les fermiers, de nouvelles technologies facilitant leur adoption.

À la demande de la Southern African Development Coordination Conference (SADCC), les SAAN ont, en 1983, accordé un soutien important au ministère de l'Agriculture du Zimbabwe pour lui permettre, au nom de la SADCC, de concevoir et de perfectionner les systèmes de post-production les plus efficaces dans la région : traitement, stockage et préservation des denrées, industries

traditionnelles d'exploitation agricole et d'élevage expliquent le faible niveau de vie de la majorité de la population. D'une part, le CIRAF a recommandé la conduite de recherches en Afrique orientale ; d'autre part, les SAAN ont aidé à financer un projet qui permet à l'Institut de recherche agricole du Kenya de mettre au point des systèmes sylvicoles pour les zones semi-arides de la région.

En Somalie, où l'insuffisance alimentaire est grave, le sorgho est la céréale de base de la plupart des habitants. L'aide déjà accordée par les

SAAN a permis d'établir un bon programme national de production. Grâce au maintien de cette aide en 1983, les chercheurs seront en mesure de mettre au point des techniques que les petits exploitants des régions pluviales pourront adopter pour améliorer autant la production que l'utilisation du sorgho.

Au Kenya, la Division des sciences de la santé a aidé à financer un nouveau projet de lutte contre la schistosomiase. Cette maladie parasitaire largement répandue est transmise par l'eau contaminée, l'escargot agissant comme vecteur. Elle est l'une des causes principales de décès dans les pays en développement. Le projet kényen déterminera l'efficacité d'une approche communautaire innovatrice pour lutter contre la schistosomiase.

Un autre projet soutenu par la Division des sciences de la santé a permis au ministère de la Santé du Kenya de planifier des programmes efficaces pour prévenir l'infection des yeux chez les nouveau-nés. Les résultats de ces travaux intéresseront un grand nombre de pays du Tiers-Monde.

La Division des sciences sociales du CRDI s'intéresse particulièrement au développement rural dans le sud et l'est de l'Afrique. Au Kenya, une des conséquences de l'accroissement démographique rapide est l'épuisement des terres agricoles trop rares. La division a soutenu un projet d'étude sur les rapports entre le développement agricole et les variables démographiques.

La pêche le long de la côte somalienne est sérieusement sous-exploitée. Bien que le gouvernement soit intéressé à développer cette importante source alimentaire, il manque d'informations sur les collectivités côtières et la pêche artisanale. Le soutien accordé par la division en 1983 permettra d'étudier les prises et les méthodes employées

par les pêcheurs du nord-est du pays et aidera à planifier l'exploitation de cette ressource.

Durant les années 70, les pays de l'Afrique subsaharienne ont connu de graves problèmes macro-économiques : inflation accélérée, important déficit de la balance des paiements, crise de la fiscalité et du service de la dette, croissance réduite. La Division des sciences sociales a fourni une aide financière importante pour l'analyse macro-économique des problèmes qui perturbent l'ensemble de la région ; il s'agit d'améliorer la capacité des chercheurs et des établissements locaux en ce domaine.

L'ASIE



L'Asie est le plus grand continent du monde ; c'est également le plus diversifié et le plus complexe. Sur ses 44 millions de kilomètres carrés, on retrouve une foule de groupes ethniques parlant des centaines de langues ainsi que des pays à divers stades de développement. Des milliers d'années d'évolution sociale, culturelle et technologique séparent des pays tels que la Corée du Sud et Singapour des tribus primitives de Bornéo qui vivent de chasse et de pêche.

Le trait le plus distinctif de l'Asie est peut-être son immense population. La moitié du genre humain y vit, soit quelque deux milliards et demi d'habitants. C'est en Asie qu'on trouve les deux pays les plus peuplés de la terre, la Chine et l'Inde. Deux autres pays, l'Indonésie et le Japon, comptent chacun plus de 100 millions d'habitants. La population asiatique s'accroît à un taux dépassant légèrement 2 p. 100 par année. Même si l'on est plus conscient du défi et des difficultés gigantesques que cela pose pour l'avenir, il faut se préparer : la population du continent pourrait être de quatre milliards d'habitants à la fin du siècle.

Le sol asiatique n'est cultivé qu'à 10 p. 100. Toutefois, depuis quelques années, la mise au point de variétés de céréales et de riz à haut rendement a eu un effet marqué sur l'agriculture : 60 p. 100 de la production mondiale de riz provient aujourd'hui de l'Asie. Le blé, le maïs, le sorgho et le millet sont également cultivés sur une grande échelle en Asie soviétique, en Chine, en Inde, en Iran et au Pakistan.

La richesse de l'Asie est à la mesure de l'immensité d'un continent pourvu d'abondants gisements de

charbon, de pétrole, de gaz naturel, d'uranium, de bauxite et d'autres minerais. Il dispose en outre de vastes ressources hydrauliques qui ne demandent qu'à être transformées en électricité ou en réseaux d'irrigation.

L'industrie du textile, particulièrement celle du coton, a connu un essor marqué en Asie depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'Inde et le Japon sont les plus importants exportateurs mondiaux de cotonnades. La Chine, la Corée du Sud, Hong-kong, le Pakistan, les Philippines et Taiwan ont aussi augmenté leurs exportations.

La civilisation occidentale doit beaucoup à l'Asie. En fait, ce n'est qu'aux XVIII^e et XIX^e siècles que les réalisations et innovations industrielles et technologiques importantes ont commencé à émaner d'Europe plutôt que d'Asie. Trois millénaires avant Jésus-Christ, alors que la culture européenne n'en était qu'à ses premiers balbutiements, les Asiatiques connaissaient déjà l'art culinaire, la poterie et la fusion des minerais. L'irrigation et la rotation des cultures étaient largement pratiquées. L'alphabétisation était avancée : il existait une forme de papier et des écritures raffinées. Des artistes utilisaient les techniques de la sculpture sur bois, de la taille de la pierre, de la calligraphie et de la coulée des métaux pour créer des oeuvres de toute beauté. Les grands États avaient édifié d'imposants systèmes de lois et de règlements par lesquels le pouvoir était délégué à des institutions de divers échelons de gouvernement, et qui donnèrent naissance à des bureaucraties complexes.

La situation actuelle

Les pays d'Asie ont mieux résisté aux ravages de la récession mondiale actuelle que la plupart des autres pays en développement. Cela tient surtout au fait qu'ils étaient déjà en assez bonne position avant la récession. Les agricultures chinoise et indienne, par

exemple, progressent de façon remarquable et leurs exportations croissent aussi de manière soutenue. De plus, elles ne dépendent pas du commerce étranger au point d'être ruinées par une chute de celui-ci.

La Malaisie et l'Indonésie, pays à revenu moyen exportateurs de pétrole, ont réussi, grâce aux réserves monétaires qu'ils ont tirées de leurs ventes, à ne pas trop souffrir de la baisse du commerce d'exportation. Par ailleurs, il faut souligner qu'en dépit de la chute du commerce international, les échanges ont pris un essor considérable à l'intérieur de la région. En 1981 et 1982, le commerce intrarégional, exprimé en pourcentage du commerce avec l'ensemble des pays, a augmenté de 19 à 26 p. 100 dans le cas des exportations, et de 15 à 20 p. 100 pour les importations. En outre, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) a pu négocier un régime commercial préférentiel et lancer des initiatives industrielles mixtes avec le secteur privé.

Le milieu de la recherche

Pour la plupart des chercheurs asiatiques et leurs gouvernements nationaux, il est difficile de cerner les questions socio-économiques, sanitaires et autres qui devraient retenir prioritairement l'attention. Les institutions de recherche ne sont pas toutes assez développées et les structures d'information disposent souvent de trop peu de données pour orienter l'étude des priorités régionales.

Des besoins se font sentir surtout dans les secteurs de la santé, des sciences sociales et du traitement de l'information. Dans les sciences de la santé, des recherches s'imposent sur les services de base dans les régions rurales et les quartiers pauvres des villes, sur les nouveaux types de personnel et sur une éducation efficace. Il importe également d'améliorer l'approvisionnement en

eau et les installations sanitaires dans les quartiers de squatters et les régions rurales. Là où l'industrialisation est rapide (Corée du Sud, Hong-kong et Singapour, par exemple), il est devenu urgent d'étudier les questions touchant la sécurité et la santé au travail.

La collecte et la diffusion de l'information sont moins bien structurées en Asie, en particulier aux échelons national et régional. Les bibliothèques les plus importantes sont rattachées à des institutions transnationales qui, grâce à l'aide financière reçue, ont pu obtenir un personnel compétent et de l'équipement. Malheureusement, ces services d'information atteignent rarement la masse, d'où la nécessité de construire une infrastructure d'information en fonction de chaque pays.

Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est et de l'Est

Depuis 1970, le CRDI a aidé à financer, en Asie, 577 projets totalisant 77 millions de dollars. Avant l'ouverture du bureau régional pour l'Asie du Sud à New Delhi, en 1983, tous les projets étaient administrés par le bureau du Centre à Singapour.

Les petits États indépendants constitués d'îles dispersées, dans le Pacifique Sud, doivent s'en remettre à des réseaux d'information étrangers. La Division des sciences de l'information

Territoire

Afghanistan	Laos
Bhoutan	Malaisie
Birmanie	Papouasie-
Brunei	Nouvelle-Guinée
Chine	Philippines
République	Singapour
de Corée	Thaïlande
Fidji	Tonga
Hong-kong	Vietnam
Indonésie	
Kampuchea	
démocratique	

a soutenu, en 1983, la création d'un centre bibliographique sur le développement : le Centre d'information du Pacifique (PIC). Le PIC, installé à la bibliothèque de l'Université du Pacifique Sud, à Suva, Fidji, servira de base à un réseau d'information pour toute cette région.



La mise au point de variétés de riz et autres céréales à haut rendement a eu un effet marqué sur l'agriculture en Asie.

Un des projets majeurs de la division, en 1983, a consisté à fournir des fonds importants en vue de la création d'un centre d'information sur les modèles d'établissement des politiques, à l'Institut de recherche sur les systèmes (SRI), à Poona, en Inde. Le projet comporte l'élaboration de modèles automatisés pour la simulation à grande échelle des orientations socio-économiques majeures.

Les Sciences de l'information ont parrainé un projet important sur la télédétection afin d'aider la Thaïlande à mieux gérer ses mangroves (des

écosystèmes fragiles constitués de forêts marécageuses de palétuviers), tout en sauvegardant le bien-être des populations rurales qui y vivent. Les résultats intéresseront d'autres pays, car tout le long des côtes de l'Asie du Sud-Est, les mangroves sont détruites à un rythme alarmant.

La Division des sciences de la santé s'intéresse particulièrement à trois questions en Asie : approvisionnement et assainissement de l'eau, santé professionnelle et croissance démographique.

Un nouveau projet concerne la Corée du Sud, Hong-kong, les

Philippines et Singapour : on évaluera les conditions de travail et les services de santé professionnelle dans certaines petites industries où l'on travaille le métal avec le plomb et ses composés.

L'empoisonnement par les insecticides est de plus en plus considéré comme un problème d'hygiène publique grave dans les pays en développement. Le comité d'experts sur les insecticides de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) estimait, en 1972, que plus de 500 000 cas d'empoisonnement accidentel survenaient chaque année, dont environ la moitié dans les pays en développement. En 1983, la Division des sciences de la santé a appuyé le projet de quatre pays de l'Asie du Sud-Est qui désirent formuler des programmes efficaces pour lutter contre cette forme d'empoisonnement.

Depuis 1976, le CRDI soutient des recherches visant à mettre au point de meilleures pompes pour approvisionner les régions rurales en eau. Ces projets ont prouvé qu'il était possible d'utiliser des composantes simples en plastique CPV pour fabriquer des pompes à main que les villageois peuvent entretenir eux-mêmes. Les Sciences de la santé collaborent financièrement à la rédaction d'un guide d'installation et d'entretien de la pompe en CPV. Le guide sera conçu pour une population alphabète.

La division a également parrainé un projet sur la stérilisation non chirurgicale des femmes. Les chercheurs étudieront la possibilité d'utiliser la quinacrine, une drogue bien connue qui a fait l'objet de beaucoup d'essais cliniques sur les animaux et les humains en Indonésie, en Malaisie et en Thaïlande.

Au cours de la dernière décennie, la Division des SAAN a appuyé des projets de recherche importants en Asie, notamment sur les cultures et les



Des projets de recherche importants ont été appuyés en aquiculture et mariculture.

systèmes cultureux, l'élevage, l'aquiculture et la mariculture.

En Inde, où les insectes peuvent causer beaucoup de ravages aux cultures, la division soutient un projet sur la mise au point d'agents biologiques de lutte contre les locustes et les sauterelles. S'il est couronné de succès, ce projet pourrait apporter des avantages incalculables à l'agriculture d'autres pays en développement.

La division a accordé une aide financière importante, en 1983, à l'Indian Council of Agricultural Research (ICAR) pour qu'il poursuive ses travaux sur l'amélioration des variétés de millet, cultivées sur quelque 4,5 millions d'hectares en Inde. Elles constituent le seul moyen de subsistance de tribus et de populations rurales très pauvres du sud de l'Asie et de l'Afrique.

Les Philippines dépendent beaucoup de l'importation du pétrole pour satisfaire leurs besoins énergétiques. La Division des SAAN administre un projet sur la possibilité d'utiliser le gaz de charbon de bois comme source d'énergie thermique, ainsi que les sous-produits de la production de charbon de bois, tels que le goudron végétal, l'acide acétique et le méthanol, afin d'alimenter de petites génératrices électriques. Actuellement, ces produits, mis aux rebuts, polluent l'environnement et constituent un risque pour la santé.

En 1983, la Division des sciences sociales a appuyé une étude sur l'impact d'un grand projet intégré de développement rural dans 40 villages du district défavorisé de Nang Rong, en Thaïlande. Grâce à ce projet, on formera de nombreux spécialistes en sciences sociales, en hygiène publique et en économie agricole.

Sur le sous-continent indien, la division a soutenu un projet sur la mortalité et la morbidité infantiles. Le Centre a toujours appuyé activement ce secteur de recherche.

En Malaisie, un projet a été lancé en 1983 afin d'étudier la vente et la promotion des produits pharmaceutiques. Ses résultats pourraient servir à formuler une politique nationale sur les médicaments et à fournir des renseignements précis aux spécialistes sur une foule de médicaments couramment prescrits.

La division appuie également une étude sur la fécondité en Chine ; on comparera la fécondité, la planification familiale et certaines autres caractéristiques démographiques des ménages de trois provinces. Cette initiative représente une rare occasion de mieux comprendre une population aujourd'hui estimée à un milliard.

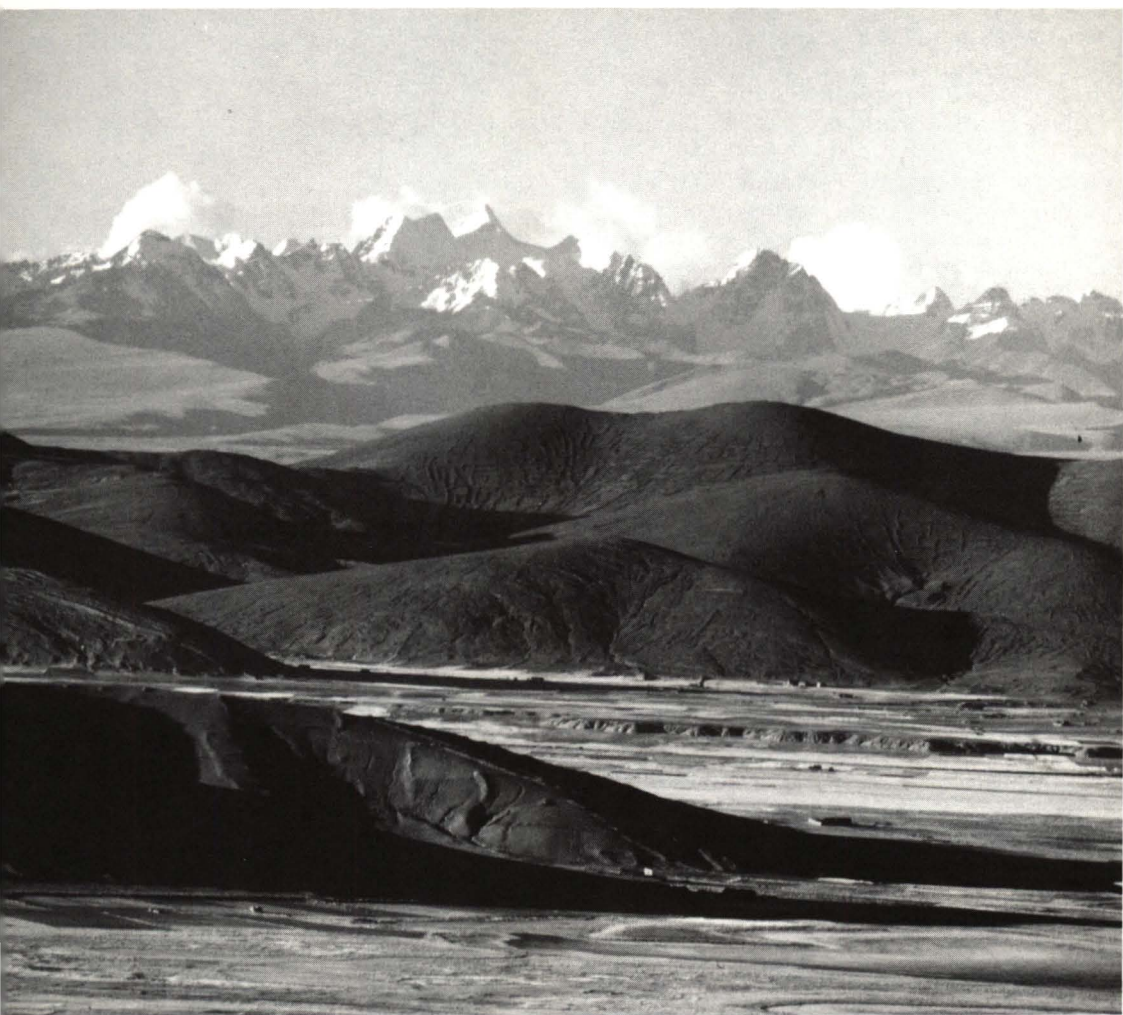
Le nouveau bureau régional du CRDI pour l'Asie du Sud

Le 2 juin 1983, le Centre a inauguré un deuxième bureau en Asie. Situé à New Delhi, en Inde, le bureau régional pour l'Asie du Sud s'occupera des projets réalisés au Bangladesh, en Inde, aux îles Maldives, au Népal, au Pakistan et à Sri Lanka. Le bureau de Singapour pourra orienter davantage son aide vers les structures de recherche les plus déficientes de la région du Pacifique.

Territoire

Bangladesh
Inde
Maldives
Népal
Pakistan
Sri Lanka

L'AMÉRIQUE LATINE et les ANTILLES



De l'isthme de Panama, au nord, à la Tierra del Fuego, au sud, l'Amérique du Sud couvre quelque 18 millions de kilomètres carrés. Cette région recèle de grandes richesses qui valent bien plus que l'or et l'argent qui ont attiré les premiers explorateurs en Amérique.

L'Amazonie, le plus grand bassin hydrographique des tropiques, compte d'immenses forêts humides qui renferment peut-être la plus importante réserve de ressources naturelles au monde. Au moins 117 essences forestières ont été relevées dans un seul kilomètre carré. Le bassin de l'Amazone est propice à l'agriculture et à l'élevage, et des explorations géologiques récentes ont permis de trouver des gisements minéraux et pétrolifères. Mais le plus grand défi que doivent relever le Brésil et ses voisins amazoniens (Bolivie, Équateur, Guyane, Guyane française, Pérou, Suriname et Venezuela) est de préserver l'équilibre écologique fragile qui garantit la fertilité du sol.

Il y a d'importants gisements pétrolifères autour du lac Maracaïbo, au Venezuela, dans les plaines côtières de l'Équateur et du Pérou, le long des Andes orientales boliviennes ainsi que dans le sud de la Patagonie, en Argentine. L'Amérique latine est également riche en gisements de cuivre, d'étain et de manganèse.

Cependant, l'industrialisation n'est pas avancée et l'économie est surtout agricole. Bien que la production de café, de blé et de maïs soit élevée, seulement 5 p. 100 des sols sont arables; comme en d'autres régions en développement, la production agricole est donc nettement insuffisante. Dans les Antilles, par exemple, les terres sont en grande partie constituées de

calcaire poreux et contiennent peu des éléments nutritifs essentiels à l'agriculture. Les Antilles disposent, toutefois, de pêches importantes, mais leur exploitation demeure artisanale et ne réussit pas à répondre aux besoins.

Au plan ethnologique, la région est l'une des plus variées et colorées au monde. On y a répertorié des milliers de langues et de dialectes, témoins d'un éventail linguistique et culturel sans pareil. Les Antilles, à elles seules, renferment une cinquantaine d'entités géographiques, politiques et culturelles. Mais, malgré son étonnante diversité, cette région réunit des pays qui ont un héritage commun : la culture hispanique et le passé colonial.

La situation actuelle

De toutes les régions en développement, l'Amérique latine a sans doute été la plus durement touchée par la récession économique mondiale. L'écrasante dette extérieure et l'inflation galopante ont ruiné les monnaies nationales. En Argentine, au Brésil et au Chili, les monnaies ont été dévaluées jusqu'à un ou deux millièmes de leur valeur de 1914 en dollars américains. À la fin de 1982, ces trois pays avaient une dette nette combinée de 76 milliards de dollars US. Le simple service de la dette, compte tenu de la chute des exportations, a rendu leurs économies extrêmement vulnérables.

Dans bien des pays, le taux d'accroissement du produit intérieur brut a diminué sensiblement. Entre 1970 et 1974, le taux moyen était de 7,4 p. 100 ; en 1981, il n'était plus que de 1,2 p. 100.

Toutefois, une tendance positive a été l'accroissement tangible du commerce intrarégional qui libère de la nécessité d'exporter une gamme restreinte de produits vers l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale.

Un grand nombre de difficultés économiques sont reliées à l'usage

intensif du pétrole, surtout dans l'industrie et les transports. La technologie du pétrole, relativement peu coûteuse avant la crise, s'est graduellement implantée au détriment des sources d'énergie traditionnelles abondantes et économiques.

Partout en Amérique latine et dans les Antilles, la production agricole est en voie de devenir un problème critique et chronique. Plusieurs pays, hier autosuffisants au plan alimentaire, se transforment carrément en importateurs de denrées.

Le milieu de la recherche

L'Amérique latine et les Antilles disposent d'un assez bon climat de recherche. Ce qu'il faut, en particulier dans les secteurs agricoles et énergétiques, c'est l'assurance d'une aide financière ininterrompue et davantage de contacts avec les milieux internationaux de la recherche.

Pour la plupart des pays de la région, les fonds provenant de l'étranger représentent entre 10 et 35 p. 100 des sommes consacrées à la recherche. Dans certains des plus petits pays, cette aide constitue jusqu'à 60 p. 100 du financement total. Cette aide est donc extrêmement importante, d'autant plus que les budgets de recherche sont soit coupés, soit gelés, et que l'infrastructure de la recherche se détériore lentement.

En Amérique latine, la recherche se heurte à plusieurs autres obstacles majeurs. Premièrement, nombre de pays n'ont pas réussi à faire le lien entre les initiatives privées (principalement celles d'organismes intéressés aux cultures d'exportation telles que le café et le sucre) et les recherches financées par des fonds publics. À en juger par la tendance qui se dessine déjà, les fondations locales privées pourraient se transformer en bailleurs de fonds ; il importera donc, à l'avenir, de mobiliser les ressources du secteur privé.

Deuxièmement, les crises politiques préoccupent beaucoup les milieux de la recherche. Une façon de soutenir les chercheurs consiste à permettre des contacts professionnels avec les collègues d'autres pays.

Enfin, troisièmement, la capacité restreinte de la région au plan de la gestion nuit à l'efficacité des programmes de recherche ; cette situation se traduit par une mauvaise utilisation des rares ressources. Et comme en bien d'autres régions en développement, il y a lieu de créer un lien entre les chercheurs et les décideurs pour assurer l'application des résultats de la recherche.

Bureau régional pour l'Amérique latine et les Antilles

Le bureau du CRDI situé à Bogotá, en Colombie, dessert 32 pays peuplés de quelque 300 millions d'habitants. Depuis 1970, le Centre a subventionné, dans la région, plus de 527 projets de recherche totalisant près de 70 millions de dollars.

Le CRDI, par l'entremise de son Bureau de planification et d'évaluation

Territoire

Antigua-et-Barbuda	Haïti
Argentine	Honduras
Bahamas	Jamaïque
Barbade	Mexique
Belize	Nicaragua
Bolivie	Panama
Brésil	Paraguay
Chili	Pérou
Colombie	République dominicaine
Costa Rica	Sainte-Lucie
Cuba	Saint-Vincent-et-Grenadines
Dominique	Suriname
El Salvador	Trinité-et-Tobago
Équateur	Uruguay
Grenade	Venezuela
Guatemala	
Guyane	

(BPE), s'est intéressé vivement à la supervision du milieu de la recherche. Par exemple, en 1982, une étude a été conduite au Costa Rica par le CRDI et le Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Tecnológicas (CONICIT). Le rapport préliminaire précisait la dimension et les caractéristiques de la communauté scientifique du pays ainsi que son orientation générale en matière de recherche.

En Colombie, une étude a été entreprise afin d'évaluer l'impact d'une recherche appuyée par le CRDI et menée par le Centro de Investigaciones Multidisciplinarias en Desarrollo Rural (CIMDER). L'étude visait à appliquer et à évaluer une stratégie pour le développement rural fondée sur un système de prestation de soins de santé primaires, système éventuellement utilisable dans d'autres secteurs tels que l'agriculture, l'éducation et l'hygiène publique.

Les projets de la Division des sciences de l'information en Amérique latine et dans les Antilles ont porté principalement sur les trois domaines suivants : information agricole, information sur les problèmes démographiques et information ayant trait aux questions de développement à l'intention des responsables de la politique et de la gestion.

En 1983, la division a maintenu son aide aux centres d'information régionaux et transrégionaux. Elle collabore depuis huit ans, par exemple, avec le Centro Panamericano de Ingeniería Sanitaria y Ciencias del Ambiente (CEPIS), un organe spécialisé de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPAS). De cette collaboration est né le Réseau panaméricain d'information et de documentation en techniques sanitaires et sciences de l'environnement (REPIDISCA). Le soutien fourni par le Centre permet au réseau de croître rapidement. En plus des trente centres nationaux qui fonctionnent déjà, huit nouveaux



La recherche sur la fécondité n'a pas encore expliqué le rapport entre la pauvreté et la croissance démographique.

centres sont en train d'être mis sur pied, et onze autres établissements ont manifesté le désir de se joindre au réseau durant la prochaine phase de consolidation.

Il est pratiquement impossible d'obtenir des renseignements sur la production et la vente à l'exportation des cultures non traditionnelles dans les Antilles, ce qui entrave sérieusement la croissance du commerce à l'intérieur de la région. Grâce à l'aide accordée par les Sciences de l'information, l'Association of Caribbean Transformation (ACT) a commencé à élaborer et à mettre à l'épreuve un système témoin d'information sur les marchés qui fournira des renseignements à jour sur les marchés intérieurs des denrées



Des maladies dont on ignore tout menacent les troupeaux de camélidés d'Amérique du Sud.

alimentaires dans trois pays de la région.

Les camélidés de l'Amérique du Sud (alpaga, guanaco, lama et vigogne) vivent sur près de cinq millions d'hectares dans les hauts plateaux des Andes en Argentine, en Bolivie, au Chili, en Équateur et au Pérou. Or, la survie et la croissance des populations de camélidés sont menacées par des maladies dont on ignore tout. La division a apporté son aide à la création d'un service spécialisé d'information sur les camélidés d'Amérique du Sud par l'Instituto de Fomento Lanero (INFOL), à La Paz, en Bolivie, et l'Instituto Veterinario de Investigaciones Tropicales y de Altura (IVITA), de Lima, au Pérou.

La Division des SAAN a concentré ses efforts dans deux domaines : la zootechnie et les cultures et systèmes culturels. Les projets dans le second domaine ont permis de concevoir autrement la recherche agricole : désormais, les scientifiques tiennent davantage compte de l'environnement et des conditions de vie des fermiers.

Les SAAN ont fourni une aide financière au réseau de recherche

PRACIPA, créé par le Centre international de la pomme de terre (CIP), à Lima. Ce soutien permettra d'intensifier l'échange d'information et de matériel génétique, et de faciliter la formation des fermiers et du personnel technique dans cinq pays des Andes.

La Fundación para la Aplicación y la Enseñanza de las Ciencias (FUNDAEC), à Cali, en Colombie, a obtenu de très bons résultats tant dans ses travaux en éducation en milieu rural que dans ses recherches sur les systèmes culturels. Ce faisant, la FUNDAEC s'est affirmée comme un modèle important aux yeux des institutions nationales et internationales. L'aide soutenue des SAAN et des Sciences sociales permettra à la FUNDAEC d'étudier les systèmes de cultures annuelles et vivaces, et de former de jeunes fermiers, des enseignants d'école primaire ainsi que des agronomes, dans le cadre d'un projet unique combinant l'éducation en milieu rural et la recherche sur les systèmes culturels des petites exploitations agricoles.

Un projet appuyé par les SAAN a fait voir la nécessité de fournir de l'emploi aux colons migrants de la région amazonienne du Pérou. Ce projet a apporté de précieuses connaissances sur l'écologie complexe et les systèmes de production des forêts humides. L'aide maintenue en 1983 permettra de poursuivre les recherches sur la mise au point de systèmes d'élevage et de production laitière, adaptés aux conditions particulières de l'Amazonie et aux préférences des éleveurs.

Les projets subventionnés par les Sciences de la santé sont principalement orientés vers la prestation de soins en milieu rural, le contrôle de la fécondité et les maladies tropicales. Au cours des dernières décennies, le Costa Rica, comme d'autres pays plus développés du Tiers-Monde, avait vu une amélioration sensible de la santé de sa population. Récemment,

toutefois, et pour des raisons obscures, la tendance s'est renversée. La Division des sciences de la santé a consenti une aide importante à un projet qui tentera d'identifier les facteurs sociaux, tels que les conditions du milieu et les problèmes de santé des femmes enceintes, susceptibles d'expliquer la hausse du nombre de nouveau-nés de poids faible et la mortalité néonatale observées récemment au Costa Rica. Les résultats de cette étude sont susceptibles d'intéresser d'autres pays.

Malgré les progrès remarquables réalisés aux plans du diagnostic et du traitement, les maladies infectieuses continuent de faucher des millions de vie dans les pays en développement. Bien que l'on soit parvenu à traiter les infections chroniques par la chimiothérapie, la lèpre et la tuberculose en particulier, les médicaments prescrits coûtent trop cher pour la plupart des pays du Tiers-Monde. Au Brésil, où la maladie touche près de trente millions de personnes, la division a soutenu un projet qui évalue un traitement particulier de la tuberculose pulmonaire par l'administration de médicaments sur une courte période. De nombreux pays en développement, où la fréquence des maladies infectieuses est élevée, suivront de près ce projet.

En raison des conditions écologiques prévalant en Amérique latine, une épidémie dévastatrice de fièvre jaune — maladie infectieuse transmise par les insectes — risque de se déclarer à tout moment. Or les stocks actuels de vaccin sont nettement insuffisants. Un projet financé par la division a pour but de moderniser et d'améliorer les installations de production de ce vaccin au Brésil et en Colombie.

Les projets régionaux soutenus par la Division des sciences sociales touchent à deux domaines : la démographie, la science et la technologie. Le second domaine est celui pour lequel les chercheurs en sciences

sociales d'Amérique latine montrent un intérêt marqué depuis dix ans.

Le système d'éducation en Argentine est parmi les plus développés de l'Amérique latine. Malheureusement, la situation socio-économique et politique des dernières années a eu des répercussions négatives sur l'éducation, spécialement au niveau secondaire. La division a appuyé la Faculté latino-américaine de sciences sociales (FLACSO), à Buenos Aires, pour qu'elle analyse la structure et le rôle de l'enseignement secondaire argentin en fonction du contexte économique-politique du pays.

On sait que les centres-villes des métropoles d'Amérique latine souffrent du piètre état des logements, de l'insuffisance des services essentiels et d'une forte pollution ; or ces problèmes ont fait l'objet de peu de recherche. La division a financé un projet qui analysera les problèmes socio-économiques et environnementaux des centres-villes de Corrientes et Catamarca, en Argentine, et de Montevideo, en Uruguay. Le projet mettra l'accent sur la participation de la collectivité à la restauration des quartiers.

Comme bien d'autres pays des Antilles, la Jamaïque vit actuellement une situation économique difficile, caractérisée surtout par un chômage chronique élevé. L'aide financière accordée en 1983 par la division permettra à l'Institut de recherche sociale et économique (IRSE), à la West Indies University, en Jamaïque, de dresser le profil de la mobilité géographique et sectorielle de la population jamaïcaine active, et de mettre au point des méthodes pour évaluer les rapports entre cette mobilité de la main-d'oeuvre et les stratégies nationales de développement.



Le CANADA
et le TIERS-MONDE

Dans un monde où règne l'interdépendance, aucune nation ne peut faire cavalier seul. Le Canada, qui est l'un des grands pays commerçants, est peut-être plus sensibilisé que certains autres pays industrialisés à la coopération, économique notamment. Malgré la lassitude que suscite parfois l'aide étrangère, le gouvernement du Canada maintient son engagement d'affecter au développement outre-mer 0,5 p. 100 de son produit national brut d'ici 1985 et 0,7 p. 100 d'ici 1990.

Plus précisément, le CRDI entend stimuler l'intérêt des universités et des milieux de la recherche au Canada pour les problèmes de développement et créer de solides liens entre les institutions canadiennes et celles du Tiers-Monde, qu'elles soient universitaires, gouvernementales ou privées. La Division des programmes de coopération et la Division des bourses sont les deux principaux moyens dont dispose le CRDI pour atteindre cet objectif.

La Division des programmes de coopération

Chaque année, environ 150 milliards de dollars sont dépensés à des fins de recherche et de développement technique dans le monde. Les pays en développement ne reçoivent qu'environ 3 p. 100 de cette somme. En outre, sur les trois millions de scientifiques et d'ingénieurs qui oeuvrent pour le développement, seulement 13 p. 100 environ sont employés dans le Tiers-Monde.

Cet écart flagrant a incité les pays en développement, lors de la conférence des Nations Unies sur la science et la technologie au service du développement, tenue à Vienne en

1979, à demander un plus grand accès à la recherche. Le Canada a répondu par la création d'un nouveau programme, administré par le CRDI, qui permet aux pays en développement de profiter des compétences canadiennes. Les Programmes de coopération du CRDI, nés en 1980, ont accédé au rang de division en 1983.

Les projets de coopération doivent s'inscrire à l'intérieur du mandat du Centre qui est de répondre aux besoins exprimés par les nations du Tiers-Monde. Un autre objectif important de la division est d'encourager la recherche pluridisciplinaire qui ne saurait être prise en charge par les autres divisions du Centre. Les programmes visent également à aider les pays en développement à compléter la recherche appliquée conduite chez eux par des travaux de recherche fondamentale au Canada. Ces travaux font appel à des techniques complexes et nécessitent un matériel coûteux et sont donc hors de portée de nombreux pays en développement.

Un excellent exemple de cette approche pluridisciplinaire est l'étude de l'incidence de l'érosion sur les berges des cours d'eau au Bangladesh. Chaque année, la misère des populations rurales pauvres est aggravée par les inondations de trois grands cours d'eau qui les obligent à s'installer ailleurs, érodant leurs maigres terres. Jusqu'à cette année, il y a eu peu d'échanges entre chercheurs des sciences physiques et des sciences sociales sur le sujet, ou entre les milieux de la recherche et les planificateurs. La situation devrait changer puisqu'une importante initiative de coopération réunira les chercheurs en géographie de l'Université Jahangirnagar, à Dhaka, et de l'Université du Manitoba, à Winnipeg. Par la mobilisation d'experts provenant de multiples disciplines et d'institutions que séparent des milliers de kilomètres, ce projet tentera de

mettre au point des techniques pour prévoir la migration des cours d'eau et définir les politiques susceptibles d'en contrer les effets.

La Division des programmes de coopération a financé, en 1983, un important projet de prospection minière en Afrique occidentale. Une société canadienne d'ingénierie, le Groupe Cartier-Monenco, est devenue partenaire de la Compagnie des tourbières du Sénégal. Le projet vise à explorer la région des fleuves Casamance et Siné-Saloum pour en connaître les ressources en tourbe. On espère que la tourbe réduira considérablement la consommation du pétrole lourd importé au Sénégal pour la production d'électricité domestique et contribuera à la conservation des forêts.

Depuis quelques années déjà, l'East China Normal University (ECNU), à Shanghai, collabore avec l'Université de Victoria, en Colombie-Britannique. L'ECNU doit former des chargés d'enseignement et des enseignants pour quelque 200 écoles normales et secondaires dans toute la Chine. Avec le soutien financier de la division, l'ECNU collabore avec l'Université de Victoria pour définir et réaliser sept projets de recherche dans les domaines suivants : élaboration de programmes, développement cognitif,

évaluation, administration scolaire, éducation des adultes et enseignement assisté par ordinateur.

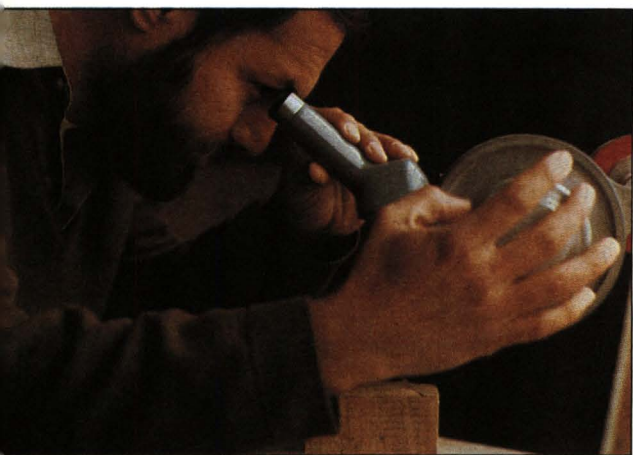
La coordination avec d'autres pourvoyeurs de fonds de recherche est importante pour le Centre. Le CRDI participe avec cinq autres agences d'aide internationale à un projet pilote pour créer une banque de données commune. Le Système d'information interagence sur la recherche pour le développement (IDRIS) sera évidemment accessible à tous les pays, développés ou non, qui sont concernés par le développement.

La Division des bourses

« Les facteurs de production décisifs qui permettent d'améliorer le sort des populations pauvres ne sont ni l'espace, ni l'énergie, ni les terres agricoles ; ces facteurs décisifs sont le mieux-être de la population et l'avancement des connaissances. » Ces paroles sont de M. Théodore W. Schultz, lauréat du prix Nobel et ancien gouverneur du CRDI. Tous les projets du CRDI partent essentiellement de ce principe, à savoir qu'il faut compter sur les gens si l'on souhaite réaliser quelque progrès économique que ce soit.

La Division des bourses applique ce grand principe. Elle cherche à rassembler les effectifs humains essentiels au développement : chercheurs, administrateurs, gestionnaires et planificateurs. En 1983, le programme des bourses, administré jusque-là par le Bureau du secrétaire général et conseiller juridique, est devenu une division à part entière. Ce changement traduit l'importance grandissante que le Centre accorde à la formation des chercheurs.

La Division des bourses aide à la formation et au perfectionnement des individus oeuvrant dans les champs d'activité reliés au mandat général du CRDI, soit l'agriculture, la santé, l'information, les communications, ainsi que la politique sociale et économique. Elle offre toute une



La recherche au service de l'humanité.

gamme de bourses d'études et de programmes de formation destinés de préférence aux ressortissants des pays les moins avancés qui veulent se perfectionner et non acquérir une formation de base. Les boursiers poursuivent leurs études dans des établissements de recherche ou d'enseignement reconnus pour leur excellence, dans leur propre région, au Canada ou dans un autre pays industrialisé. Ils s'engagent à retourner dans leur pays d'origine à la fin du programme afin d'y mettre en application les compétences qu'ils viennent d'acquérir.

En 1983, la division a réparti son aide de la façon suivante :

- Une bourse de maître de recherche a permis à un chercheur chevronné de l'Inde de prendre une année sabbatique pour étudier les changements dans l'agriculture en Asie du Sud et les effets que ceux-ci auront sur la production de céréales.

- Dix bourses Pearson, du nom de l'ancien premier ministre du Canada, ont permis à de jeunes fonctionnaires du Tiers-Monde de se perfectionner, au Canada, dans le domaine des soins de santé.

- Huit spécialistes canadiens arrivés au milieu de leur carrière ont reçu une bourse de perfectionnement pour leur permettre d'améliorer ou de mettre à jour leurs compétences et leurs connaissances en développement international, ou encore de les adapter aux besoins du développement. Les domaines concernés incluent l'impact des communications et divers projets de développement s'adressant spécifiquement aux femmes.

- Trente-cinq bourses accordées dans le cadre des programmes du CRDI sont allées à des ressortissants des pays en développement dans les domaines de la recherche, de l'administration et des finances, pour qu'ils puissent entreprendre une formation théorique ou appliquée. Ainsi, un reporter d'Afrique



Il faut croire en l'homme si l'on souhaite réaliser quelque progrès économique que ce soit.

occidentale a pu poursuivre des études en journalisme scientifique, un boursier de Sri Lanka s'est inscrit à un programme de maîtrise en bibliothéconomie et deux boursiers libanais ont suivi un cours sur l'application des techniques solaires à l'assainissement de l'eau.

- Trente sept bourses préliminaires ou complémentaires à un projet ont permis à des chercheurs, qui ont été ou seront membres de l'équipe d'un projet subventionné par le CRDI, de poursuivre des études reliées à leurs travaux de recherche. Des boursiers ont entrepris des études supérieures dans les domaines du génie civil (Mexique), de la recherche en éducation (Népal), de l'épidémiologie (Soudan) et de la biologie végétale (Togo), pour n'en nommer que quelques-uns.

- Sept jeunes chercheurs canadiens ont reçu une bourse visant à encourager les étudiants au doctorat et à la maîtrise à s'intéresser aux questions scientifiques reliées au développement. Cette année, notamment, des bourses ont été accordées en médecine tropicale et en anthropologie.

La division a par ailleurs contribué aux programmes de formation offerts par la Fondation internationale pour la

science (FIS), à Stockholm, en Suède, et par l'Académie de droit international de La Haye, aux Pays-Bas.

En plus des bourses accordées aux particuliers, la division a parrainé huit programmes de formation de groupes destinés à améliorer les compétences des techniciens, chercheurs et administrateurs au moyen de séances intensives de travaux pratiques. Cette activité a notamment fourni l'occasion à des chercheurs industriels du monde entier d'examiner les solutions applicables aux problèmes des petites industries alimentaires.

La division a aidé à organiser des cours de formation. Ainsi, par exemple, un atelier régional d'un mois sur les aspects socio-économiques de la production du bétail a eu lieu à l'Université de Kasetsart, en Thaïlande. Grâce à un autre atelier, celui-ci sur les problèmes urbains des pays en développement, un groupe de travail de l'Union géographique internationale (UGI) a pu former des spécialistes à l'utilisation des techniques et méthodes d'analyse les plus récentes. Cet atelier a été tenu à l'Universiti Sains Malaysia, à Penang. Un troisième projet a permis de mettre sur pied un cours de recherche complémentaire pour familiariser des agents de recherche en foresterie de l'Asie et du Pacifique avec les aspects théoriques et pratiques de la sylviculture, une recherche axée davantage sur la production forestière que sur l'utilisation des arbres.

Les colloques d'information tenus au Canada

Le Canada, par son expérience et ses connaissances étendues, peut aider substantiellement les pays en développement à mettre la recherche au service du bien-être humain.

La Division des communications du CRDI a cherché activement à créer des liens entre les milieux de recherche du Canada et ceux du Tiers-Monde. En 1983, l'Université du

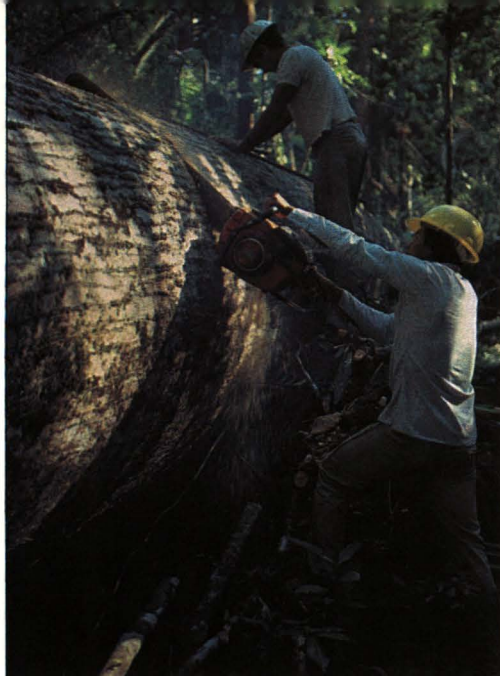
Manitoba et la division ont coparrainé un atelier pour informer les chercheurs et décideurs de la Saskatchewan, du Manitoba et du nord-ouest de l'Ontario sur la recherche au service du développement du Tiers-Monde. L'atelier a fourni l'occasion d'échanger des informations sur l'expérience du Canada central dans divers champs de recherche, et de déterminer les domaines possibles de collaboration avec les pays en développement.

L'atelier de trois jours a porté sur la recherche en sciences sociales, les sciences de la terre, les cultures et systèmes culturels, les systèmes de post-production, les systèmes d'information et les maladies transmissibles.

La recherche en énergie

L'énergie est un nouveau secteur de recherche pour le CRDI. Plusieurs événements importants ont marqué ce secteur en 1983. D'une part, la crise de l'énergie continue d'être plus durement ressentie dans le Sud que dans le Nord. D'autre part, dans les pays en développement, la crise ne se limite pas simplement à payer plus cher pour l'essence, loin de là. Elle signifie que les corvées quotidiennes de bois pour la cuisine et le chauffage sont de plus en plus difficiles parce qu'il n'y a plus d'arbres. Elle signifie que les agriculteurs n'ont pas les moyens d'acheter les engrais ou produits chimiques à base de pétrole, nécessaires pour assurer une production alimentaire suffisante. Elle signifie que le prix à payer pour le pétrole ne laisse pratiquement rien pour la santé et l'éducation dans le budget national.

En réponse aux demandes pressantes formulées par les pays en développement lors de la conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, tenue à Nairobi en 1981, le Canada s'est engagé à fournir 10 millions de dollars CAN pour appuyer la recherche en énergie au profit du Tiers-Monde.



L'énergie : il s'agit de ne pas détruire l'environnement.

Le CRDI a été appelé à amorcer le travail nécessaire en vue d'aider les pays en développement à effectuer la transition vers des sources durables d'énergie.

En 1983, le CRDI et l'Université des Nations Unies à Tokyo ont créé un Groupe de recherche sur l'énergie, formé de dix éminents spécialistes des pays en développement. Ce groupe indépendant entend définir les priorités de la recherche énergétique dans les pays en développement et proposer des moyens de mieux affecter les ressources consacrées à la recherche.

Le Bureau de planification et d'évaluation

Le domaine de la recherche évolue rapidement. Seule une vigilance de tous les instants permet de répondre aux besoins légitimes du moment. Au CRDI, le Bureau de planification et d'évaluation (BPE) évalue les projets du Centre, et fournit les renseignements nécessaires pour examiner les opérations et revoir la planification en vue d'un fonctionnement efficace.

Par exemple, en Éthiopie, le CRDI a entrepris avec l'aide de la Commission éthiopienne de la science et de la technologie une évaluation de ses activités dans le contexte des priorités de recherche et des besoins en développement.

En Asie du Sud-Est, une étude prospective cherchera de nouvelles avenues et recommandera des pistes de recherche.

Le BPE utilise l'expertise des six bureaux régionaux du Centre en Colombie, en Égypte, en Inde, au Kenya, au Sénégal et à Singapour. Chaque année, le BPE fait le bilan de la situation scientifique et des priorités de la recherche dans les pays en développement, et achemine les rapports détaillés émanant des régions, ces rapports constituant un élément important de la documentation examinée par le Conseil des gouverneurs et le personnel scientifique du Centre.

Le secteur des ressources

L'expérience a démontré que plusieurs projets de recherche n'ont eu qu'un succès limité ou ont échoué à cause d'une gestion financière déficiente ou d'une mauvaise affectation des ressources humaines. Au cours des dernières années, certaines divisions du CRDI ont commencé à jouer un rôle actif pour aider les institutions de recherche à améliorer leur gestion.

Le secteur des ressources du CRDI est constitué du Bureau du contrôleur général et trésorier et de la Division des ressources humaines. Actuellement, on procède à un inventaire des pratiques de gestion d'un certain nombre d'institutions du Sahel, en Afrique occidentale. Les informations recueillies aideront à concevoir une série de cours de gestion et à formuler des recommandations pour aider les institutions de recherche à améliorer la gestion de leurs projets et à réduire les exigences imposées par les agences de financement de la recherche.

Volumes

IDRC annual report 1982 — 1983/Rapport annuel, CRDI 1982 — 1983. 144 p. IDRC-003/83e,f

Le monde de l'alphabétisation : politiques, recherche et action. 159 p. IDRC-117f

Absorption and diffusion of imported technology : proceedings of a workshop held in Singapore, 26 — 30 January 1981. 112 p. IDRC-171e

Preventing school failure: the relationship between preschool and primary education: proceedings of a workshop on preschool research held in Bogotá, Colombia, 26 — 29 May 1981. 178 p. IDRC-172e
(IDRC-172s en espagnol)

L'avenir des peuples pasteurs : compte rendu de la conférence tenue à Nairobi (Kenya) du 4 au 8 août 1980. J.G. Galaty, D. Aronson, P.C. Salzman et A. Chouinard. 432 p. IDRC-175f
(IDRC-175e en anglais)

Multiple cropping in the humid tropics of Asia. A.A. Gomez et K.A. Gomez. 248 p. IDRC-176e

Systèmes de conférence informatique pour les pays en développement : compte rendu d'un séminaire tenu à Ottawa (Canada) du 26 au 30 octobre 1981. D. Balson, R. Drysdale et B. Stanley. 52 p. IDRC-190f
(IDRC-190e en anglais)

Le séchage des produits alimentaires : compte rendu du colloque tenu à Edmonton, Alberta du 6 au 9 juillet 1981. G. Yaciuk. 110 p. IDRC-195f
(IDRC-195e en anglais)

By-product utilization for animal production: proceedings of a workshop on applied research held in Nairobi, Kenya, 26 — 30 September 1982. B. Kiflewahid, G.R. Potts et R.M. Drysdale. 158 p. IDRC-206e

Cassava toxicity and thyroid: research and public health issues: proceedings of a workshop held in Ottawa, Canada, 31 May — 2 June 1982. F. Delange et R. Ahluwalia. 148 p. IDRC-207e

Basic housing: policies for urban sites, services, and shelter in developing countries. A.A. Laquian. 163 p. IDRC-208e

A place to live: more effective low-cost housing in Asia. Y.M. Yeung. 216 p. IDRC-209e

Fish quarantine and fish diseases in Southeast Asia: report of a workshop held in Jakarta, Indonesia, 7 — 10 December 1982. 79 p. IDRC-210e

Leucaena research in the Asian — Pacific region: proceedings of a workshop held in Singapore, 23 — 26 November 1982. 192 p. IDRC-211e

Quête d'avenirs : rapport d'activité du CRDI en 1982. 40 p. IDRC-212f.
(IDRC-212e en anglais et IDRC-212s en espagnol)

Educational research environments in the developing world. S. Shaeffer et J. A. Nkinyangi. 288 p. IDRC-213e

Devindex 1982: index to selected literature on economic and social development/Index d'ouvrages sur le développement économique et social. 302 p. IDRC-214e,f

SALUS: low-cost rural health care and health manpower training: an annotated bibliography with special emphasis on developing countries, volume 10. R.M. Bechtel. 148 p. IDRC-216e

SALUS: low-cost rural health care and health manpower training: a cumulative index to volumes 1 — 10. R.M. Bechtel. 150 p. IDRC-217e

Financement de l'éducation dans les pays en développement : conclusions de recherche et contexte actuel. E. Schiefelbein. 168 p. IDRC-TS38f
(IDRC-TS38e en anglais)

Universal primary education in Tanzania. I.M. Omari, A.S. Mbise, S.T. Mahenge, G.A. Malekela et M.P. Basha. 87 p. IDRC-TS42e

Systèmes internationaux d'information socio-économique : étude d'évaluation des programmes de type DEVSIS. W.O. Aiyepoku. 103 p. IDRC-TS43f
(IDRC-TS43e en anglais)

Checklist of publications associated with IDRC and recorded in AGRIS: 1975 — 1982. 79 p. IDRC-TS44e

Revue et bulletin d'information

Le CRDI Explore/The IDRC Reports/El CIID Informa est une revue trimestrielle consacrée aux recherches subventionnées par le CRDI et aux activités connexes dans le domaine du développement international. Son tirage est de 20 000 exemplaires — éditions anglaise, française et espagnole — dont à peu près 52 p. 100 sont distribués dans les pays en développement, 32 p. 100 au Canada et le reste dans d'autres pays.

Reportages CRDI/IDRC Features — Ce bulletin d'information sur l'actualité scientifique, technique et éducative relative au développement, est publié dix fois l'an et distribué gracieusement aux principaux médias des pays en développement. En 1983, 35 articles, écrits en français et en anglais par des employés du CRDI et des correspondants choisis, ont été distribués à environ 600 publications dans 97 pays. Plusieurs agences de presse du Tiers-Monde distribuent également ce bulletin du Centre.

Films

L'eau et l'hygiène — Dans les pays en développement, les maladies transmises par l'eau, comme le choléra, la typhoïde et la dysenterie, tuent tous les jours des milliers de personnes, surtout des enfants. Le film du CRDI, *L'eau et l'hygiène*, sorti en octobre 1983, explique comment l'hygiène personnelle et de bonnes installations sanitaires peuvent rompre le cycle de l'infection. Le film s'adresse en premier lieu aux auxiliaires de la santé et aux professionnels et techniciens du génie sanitaire des pays en développement. Il constitue aussi une source d'information précieuse pour ceux qui élaborent des politiques de santé. Ce film 16 mm couleur de 23 minutes, tourné en Asie et en Afrique, a été réalisé par la Division des communications du CRDI.

Conseil des gouverneurs

Allison A. Ayida
Nigéria

Pierre Bauchet
France

Gelia T. Castillo
Philippines

Norman T. Currie
Canada

Frank A. DeMarco
Canada

Liliane Filion-Laporte
(Vice-présidente) Canada

Ivan L. Head
(Président et administrateur
en chef) Canada

Carl-Göran Hedén
Suède

Felipe Herrera
Chili

Francis Keppel
États-Unis

David J. Lawless
Canada

J. Maurice LeClair
Canada

Hadj Mokhtar Louhibi
Algérie

**L'honorable
Donald S. Macdonald**
(Président) Canada

Marcel Massé
Canada

Yelavarthy Nayudamma
Inde

**L'honorable
Rex M. Nettleford, O.M.**
Jamaïque

Rolland Poirier
Canada

John B. Stewart
Canada

Sir Geoffrey Wilson
Grande-Bretagne

Cadres supérieurs*

Ivan L. Head
Président

Raymond J. Audet
Vice-président, Ressources

Joseph H. Hulse
Vice-président, Programmes de
recherche

James Mullin
Vice-président, Programmes en
collaboration, et Directeur,
Programmes de coopération

John E. Woolston
Vice-président, Programmes de
l'information

Robert Auger
Secrétaire et premier conseiller
juridique

Gérald R. Bourrier
Directeur, Ressources humaines

Elizabeth J. Charlebois
Directrice, Sciences de la santé

Douglas Daniels
Directeur, Planification et évaluation

Vernon G. Jorssen
Contrôleur général et trésorier

Reginald MacIntyre
Directeur, Communications

J. Allan Rix
Directeur, Bourses

David W. Steedman
Directeur, Sciences sociales

Martha Stone
Directrice, Sciences de l'information

Hubert Zandstra
Directeur, Sciences de l'agriculture,
de l'alimentation et de la nutrition

Directeurs régionaux du CRDI*

L. Fernando Chaparro
Amérique latine et Antilles
Apartado Aéreo 53016
Bogotá, D.E., Colombie

Jingjai Hanchanlash
Asie du Sud-Est et de l'Est
Tanglin P.O. Box 101
Singapour 9124

Fawzy Kishk
Moyen-Orient et Afrique du Nord
B.P. 14 Orman
40, rue El Messaha
Dokki-Giza
Le Caire, Égypte

Lumpungu Kamanda
Afrique centrale et occidentale
B.P. 11007, CD Annexe
Dakar, Sénégal

Vijay Pande
Asie du Sud
11 Jorbagh
New Delhi 110003, Inde

R. Bruce Scott
Afrique orientale et australe
P.O. Box 62084
Nairobi, Kenya

*Au 31 décembre 1983

